

(N° 446.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 JUILLET 1920.

Projet de loi concernant les manifestations de charité.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Afin de trouver les ressources qui leur sont nécessaires pour remplir la tâche de dévouement qu'elles se sont assignées, les œuvres de charité ont volontiers recours à l'organisation de fêtes : collectes et loteries, ventes de charité, fancy-fairs, concerts, représentations théâtrales et cinématographiques. Sous ces formes multiples, il est fait appel à la générosité du public.

Lorsque la guerre éclata, un grand élan de charité et de solidarité se manifesta dans le pays entier : les souffrances, les misères imméritées que faisait naître la guerre, excitèrent la compassion au plus haut point : on donna largement, généreusement pour les blessés, les prisonniers, les réfugiés ; et, actuellement, pour ne citer encore que des œuvres de guerre, il ne se passe presque pas de jour où ne s'organisent des manifestations de charité au profit des orphelins de guerre ou des mutilés.

Or, de ces divers modes de sollicitations du public en faveur d'œuvres de charité, seules les collectes et les loteries sont réglementées ; quant aux autres modes, aucune disposition de loi n'édicte de prescription particulière, si ce n'est celle qu'institue, au point de vue de l'exemption fiscale, l'article 3 de la loi du 28 février 1920, relative à la taxe spéciale sur les spectacles ou divertissements publics.

Cet article, qui ne manque pas d'intérêt en l'espèce, énonce en son paragraphe 1 que remise ou modération de la taxe est accordée par le Ministre des Finances si l'organisateur du spectacle ou du divertissement établit que le produit des recettes, sous la seule déduction des frais normaux, a été versé à des œuvres philanthropiques : aux termes du § 1 de l'article 3, l'organisateur doit faire la déclaration du spectacle ou du divertissement au receveur des contributions du ressort l'avant-veille au plus tard.

Il n'y a donc présentement quant aux fêtes de charité d'autres formalités instituées que la formalité fiscale.

Quiconque peut organiser une fête de charité et percevoir de ce chef des sommes d'argent à titres divers : droits d'entrée, vente d'objets, vente de programmes, etc., et, sauf ce qui vient d'être dit et qui n'est que d'ordre fiscal, il n'en doit compte à aucune autorité.

C'est, dès lors, peut-on dire, l'absence totale de vérification : nul pouvoir n'a pour mission de s'enquérir du point de savoir si les fonds qui n'ont été obtenus du public que pour être employés au soulagement de telles ou telles misères, de telles ou telles infortunes, ont reçu cette affectation charitable.

Une telle situation doit engendrer des abus ; avant la guerre déjà les inconvénients graves en avaient été dénoncés par les œuvres, mais les œuvres de guerre ont été amenées à mettre tout spécialement en relief ces abus qui sont commis à leur détriment par le fait surtout de particuliers isolés ou se groupant occasionnellement dans le but de solliciter la générosité du public.

L'Œuvre nationale des orphelins de la guerre notamment — nous le verrons tantôt plus en détail — réclame des mesures énergiques.

Que se passe-t-il fréquemment aujourd'hui ?

Un groupement annonce une fête au profit de victimes de la guerre ; cédant au sentiment de commisération que suscite leur sort, le public donne généreusement ; la fête terminée, on fait le compte des frais et un tiers à peine des fonds recueillis reste pour les œuvres.

Ce n'est plus là que l'exploitation de la charité.

Il ne s'agit pas ici évidemment de fêtes organisées par les œuvres sérieuses : les dirigeants de pareilles œuvres se seront préalablement occupés de tous les détails de l'organisation ; ils auront à l'avance soigneusement établi la balance des recettes et des dépenses ; leur but essentiel étant de récolter des ressources en faveur de leurs protégés, ils auront eu le souci d'assurer aux fonds qu'ils détiennent de donateurs, leur véritable destination : les fonds iront à l'œuvre sans avoir été absorbés par les frais et une organisation dispendieuse.

Les dispositions du projet que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation ne seront pas une entrave pour les œuvres sérieuses. Les mesures de contrôle autorisées n'entraveront que les organisations d'entreprises artistiques et autres, dont le succès est douteux et qui sont présentées sous l'aspect d'une manifestation de charité dans le but unique d'assurer la recette et de garantir à l'œuvre bénéficiaire un minimum de participation au produit qui sera réalisé.

C'est au cours de sa séance du 5 mars 1920 que le Conseil d'Administration de l'Œuvre Nationale des orphelins de la guerre a émis le vœu de voir le Gouvernement proposer aux Chambres l'adoption de mesures propres à empêcher la continuation de l'exploitation de la charité sous prétexte de fêtes.

Dans la communication par laquelle il m'a transmis ce vœu, le Conseil d'Administration de l'Œuvre rappelle tout d'abord qu'en novembre 1919, une circulaire ministérielle priait les gouverneurs des provinces d'intervenir

auprès des bourgmestres des villes et des communes de leur ressort pour que le produit des fêtes organisées au profit des orphelins de la guerre soit versé à l'OEuvre nationale. Or, poursuit le Conseil, divers documents établissent que, malgré cette intervention, des sommes recueillies en faveur des orphelins de guerre ne lui ont pas été remises : il a aussi été déclaré par des tiers qu'à l'occasion de fêtes en faveur de ses protégés, organisées sans l'intervention de l'OEuvre nationale, des frais accessoires et souvent superflus absorbent la plus grande partie sinon la totalité du bénéfice (1).

Pareils résultats, est-il fait observer, sont en complète contradiction avec les intentions du public, qui apporte une contribution généreuse à ces manifestations en raison de l'intérêt qu'inspirent les orphelins de la guerre : de plus, on ne peut avoir aucune garantie sur le mode de répartition des fonds recueillis par des tiers qui, fréquemment, échappent à tout contrôle efficace.

L'un des membres du conseil d'administration a signalé qu'au cours de la guerre, l'Administration communale de Bruxelles avait établi un contrôle précis des fêtes de bienfaisance : c'est sur la proposition de ce membre que le conseil a émis le vœu de voir le Gouvernement présenter un projet de loi en vue d'assurer aux fêtes et manifestations organisées dans un but de bien-

(1) L'OEuvre donne deux exemples : une fête, organisée à Saint-Josse-ten-Noode, en mars 1920, produit une recette totale de fr. 1,921.20; les frais absorbent : fr. 1,344.12, le bénéfice pour l'OEuvre atteint donc à peine le tiers de la recette.

En mai 1920, une fête est donnée à Hal au profit des orphelins de la guerre : le total des recettes s'est élevé à 1,247 francs, tandis que les frais comportent une dépense de 784 francs, soit 62.87 p. c. des recettes. Voici d'ailleurs l'état détaillé des recettes et des dépenses ; ce document est trop significatif pour ne pas être reproduit.

Recettes :

Vente de cartes	fr. 845 »
Vente de gâteaux, confiseries, programmes.	402 »

Total. fr. 1,247

A déduire. Frais généraux :

Location de la salle	fr. 105 »
Orchestre	65 »
Cachet	50 »
Cartes et ordres de bal	86 »
Grimeur	20 »
Droit d'auteur	20 »
Service salle	7 50
Souper des artistes	60 »
Voiture	60 »
Pralines	120 »
Pâtisseries	105 »
Charenterie	24 »
Sachets	4 »
Boisson (homme service)	20 »
Déplacement	22 50

Total. fr. 784

Bénéfice. fr. 463

faisance et, notamment, au profit des orphelins de la guerre, les résultats qu'on est en droit d'en attendre sans toutefois que l'autorité préposée à la surveillance ait à s'immiscer dans l'organisation.

Les considérations présentées par l'OEuvre nationale des orphelins de la guerre ont évidemment une portée générale : c'est en vue d'assurer aux malheureux de toutes catégories le bénéfice des fêtes organisées à leur profit que, par identité de motifs, des mesures s'imposent : le projet de loi vise donc tous spectacles et fêtes offerts au public et ayant un but charitable.

L'économie de la proposition est simple : aux termes de l'article 1^{er}, les collectes et ventes de charité sur la voie publique et dans les lieux publics, les représentations théâtrales et cinématographiques, les concerts, bals, concours, foires, kermesses — en un mot tous spectacles et fêtes quelconques offerts au public et ayant un but charitable devront faire l'objet d'une déclaration préalable au collège des bourgmestre et échevins.

L'organisateur ne devra en somme que reproduire au collège des bourgmestre et échevins la déclaration qu'il aura dû faire parvenir, nous l'avons vu plus haut, au receveur des contributions, en vue d'obtenir la remise ou la modération de la taxe fiscale.

Ainsi averti, le collège des bourgmestre et échevins sera à même d'exercer la surveillance prévue par l'article 2 du projet ou, plus exactement, de vérifier l'observation des prescriptions qu'il aura d'une façon générale, édictées en vertu de cet article.

En effet, cette disposition, sans préjudice des droits attribués déjà à l'autorité communale par les lois existantes, confère au collège des bourgmestre et échevins, le pouvoir d'imposer des mesures de contrôle dans le but de garantir aux bénéficiaires de l'entreprise charitable un avantage raisonnable et de prévenir la dilapidation et le détournement des fonds recueillis.

Pour éviter toute équivoque, le § 2 de l'article spécifie que les mesures de contrôle ne pourront avoir d'autre but.

Les mesures que le collège aura la faculté de prendre seront, par exemple, d'exiger le versement d'une caution, mettons de cent francs, à titre de garantie d'un minimum de bénéfices à réaliser, garantie qui restera définitivement acquise à l'œuvre bénéficiaire ; de prescrire le dépôt au service communal compétent, avant leur mise en circulation de toutes les cartes d'entrée, de tous les tickets, programmes et autres objets destinés à être vendus — pour qu'il y soit apposé un cachet de contrôle.

En ce qui concerne particulièrement les collectes, le règlement énoncerait qu'elles ne pourront être effectuées qu'au moyen de trones scellés par l'administration communale : il en serait de même des trones déposés en permanence dans les salles de spectacle et autres lieux publics.

Le déplombage des trones serait fait par les soins du service communal de collectes, qui s'assurerait du montant de leur contenu.

Autres mesures qui seraient autorisées : édicter que le montant total des frais d'organisation de la fête ne pourra dépasser disons 50 p. c. de la recette brute ; pour que les organisateurs respectent cette prescription, le collège pourrait exiger qu'un devis de frais projeté lui soit soumis ; ordonner que,

dans les quinze jours qui suivent la date de la fête les organisateurs fournissent un bilan détaillé des recettes et des dépenses. Toutes les dépenses devraient être appuyées de pièces justificatives, factures, quittances, etc. : les cartes, tickets ou programmes qui ne seraient pas représentés, seraient considérés comme vendus et leur valeur serait portée au compte des recettes. Le bilan serait soumis à l'examen du service communal compétent qui dresserait un procès-verbal de vérification.

Le Collège des bourgmestre et échevins aura aussi la faculté d'envoyer un délégué dans les locaux où se donne la fête.

La présence d'un tel agent constituera un moyen de contrôle sérieux et efficace.

Le délégué doit pouvoir vérifier sur place si des cartes non revêtues de l'estampille officielle n'ont pas été mises en circulation, si les dépenses prévues au budget sont réellement affectées à l'acquisition de matériel, au paiement des cachets à des artistes de renom, des frais d'orchestre, des fleurs offertes aux artistes, etc..., s'il n'est pas procédé à des collectes ou à des ventes de programmes, fleurs et autres objets sur plateau au profit de l'œuvre.

Dans ce dernier cas, la présence du délégué est indispensable afin de pouvoir contrôler, séance tenante, le produit de la recette.

Le fait que le délégué de la commune sera envoyé dans les locaux où a lieu la manifestation ne constitue nullement une immixtion dans le fonctionnement de l'organisation même. En effet, le rôle du délégué sera passif. Il se bornera à vérifier si les engagements pris par les organisateurs sont tenus et si les dispositions du règlement communal sont observées.

Les diverses prescriptions qui viennent d'être énumérées figuraient dans le règlement de la ville de Bruxelles dont il a été parlé plus haut et qui prévoyait notamment l'intervention d'un délégué.

Cette intervention non plus d'ailleurs que l'application des autres dispositions n'ont jamais soulevé de critiques de la part des œuvres intéressées : bien au contraire, les anciennes œuvres philanthropiques sont très satisfaites de ce qu'elles considèrent comme une collaboration de l'autorité communale, collaboration qui donne aux fêtes un caractère quasi officiel.

Un article du règlement de Bruxelles conférait également à l'autorité publique le pouvoir d'attribuer d'office une part du bénéfice à des œuvres déterminées qui furent en l'occurrence les œuvres d'alimentation ; une semblable mesure qui était d'ailleurs toute de circonstance, ne pourrait évidemment pas être considérée comme rentrant dans la catégorie de celles dont le but est de garantir aux bénéficiaires de l'entreprise un avantage raisonnable et de prévenir la dilapidation et le détournement des fonds recueillis : elle est donc exclue par les termes mêmes de l'article 2 du projet.

Celui-ci ne renferme ni n'autorise aucune disposition vexatoire ; il sauvegarde ainsi l'autonomie des œuvres, qui est nécessaire à leur développement ; on ne peut attendre de son application que l'heureux résultat de mettre fin

à de déplorables abus, commis au détriment des malheureux ; l'adoption d'urgence de la proposition se recommande donc d'elle-même.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.

PROJET DE LOI

concernant les manifestations
de charité.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit
sera présenté en Notre Nom aux
Chambres législatives, par Notre Mi-
nistre de la Justice :

ARTICLE PREMIER.

Les collectes et ventes de charité
sur la voie publique et dans les lieux
publics, les représentations théâtrales
et cinématographiques, les concerts,
bals, concours, foires, kermesses, et,
en général, tous spectacles et fêtes
quelconques offerts au public et ayant
un but charitable, devront faire l'objet
d'une déclaration préalable au collège
des bourgmestre et échevins.

ART. 2.

Sans préjudice des droits attribués
à l'autorité communale par les lois
existantes, le collège des bourgmestre

WETSONTWERP

betreffende de uitingen
van liefdadigheid.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Justitie,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Minister van Justitie is gelast,
in Onzen naam, bij de Wetgevende
Kamers het wetsontwerp aan te
bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Van de geldinzamelingen en liefda-
dige verkooping en op den openbaren
weg en in openbare lokalen, van de
tooneel- en bioscoopvoorstellingen,
concerten, dansfeesten, wedstrijden,
fooren, kermessen en, over het alge-
meen, van welkdanige feesten en ver-
tooningen ook, die het publiek worden
aangeboden en met een liefdadig doel
worden ingericht, moet vooraf bij het
college van burgemeester en schepenen
aangifte worden gedaan.

ART. 2.

Onverminderd de door de bestaande
wetten aan de gemeenteoverheid toe-
gekende rechten, is het college van

et échevins aura la faculté d'imposer des mesures de contrôle.

Celles-ci ne pourront avoir d'autre but que de garantir aux bénéficiaires de l'entreprise un avantage raisonnable et de prévenir la dilapidation et le détournement des fonds recueillis.

ART. 3.

L'omission de la déclaration prescrite par l'article premier et l'inexécution des mesures imposées en vertu de l'article 2 seront punies d'un emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 1 à 26 francs ou d'une de ces deux peines seulement.

Donné à Laeken, le 14 juillet 1920.

burgemeester en schepenen bevoegd om controle maatregelen voor te schrijven.

Deze mogen er alleen toe strekken, aan degenen, te wier bate de zaak wordt ingericht, een redelijk voordeel te waarborgen en te voorkomen dat de ontvangen gelden verkwist of tot een andere bestemming worden aangewend.

ART. 3.

Verzuim van de bij het eerste artikel voorgeschreven aangifte alsook niet-uitvoering van de krachtens artikel 2 opgelegde maatregelen, wordt gestraft met gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met geldboete van 1 tot 26 frank of slechts met één dezer straffen.

Gegeven te Laken, den 14 Juli 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

(Nr 446.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTING VAN 15 JULI 1920.

Wetsontwerp

betreffende de uitingen van liefdadigheid.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Om zich de geldmiddelen te verschaffen die zij noodig hebben ter vervulling van de menschenlievende taak welke zij zich ten doel hebben gesteld, nemen de liefdadige werken gaarne hun toevlucht tot het inrichten van feesten : geldinzamelingen en loterijen, liefdadige verkoopdagen, fancy-fairs, concerten, tooneel- en bioscoopvoorstellingen. Onder deze en andere vormen wordt op de mildadigheid van het publiek een beroep gedaan.

Toen de oorlog uitbrak, kwam over gansch het land een krachtige drang naar menschenliefde en solidariteit tot uiting : het lijden en de onverdiende ellende, welke de oorlog veroorzaakte, wekten in de hoogste mate het medelijden op. Overvloedige en milde giften werden dan ook gedaan ten behoeve der gewonden, der krijgsgevangenen en der uitgewekenen. Thans nog, om enkel bij de oorlogswerken te blijven, gaat er haast geen dag voorbij, dat zich de liefdadigheid, ten behoeve van oorlogsweezen of verminkten, onbetuigd laat.

Van die verschillende wijzen waarop, ten bate van liefdadige werken, een beroep gedaan wordt op het publiek, zijn echter thans alleen de geldinzamelingen en de loterijen aan voorschriften onderworpen; ten aanzien van de andere liefdadige ondernemingen bevat de wet geen enkele bijzondere bepaling, behalve het in zake de fiscale vrijstelling bepaalde in artikel 3 der wet van 28 Februari 1920 betreffende de bijzondere belasting op de openbare vertooningen of vermakelijkheden.

De eerste paragraaf van dit artikel, dat in verband hiermede niet van belang is onthloot, zegt dat kwijtschelding of vermindering der taxe door den Minister van Financiën wordt verleend, als de inrichter der vertooning of der vermakelijkheid bewijst dat de ontvangst, onder aftrek enkel der

normale onkosten, afgestaan werd aan menschlievende werken : naar luid van de 1^e paragraaf van artikel 3 moet de inrichter, uiterlijk twee dagen van te voren bij den ontvanger der belastingen van het gebied, aangifte doen van de vertooning of vermakelijkheid.

Bij gevolg, zijn er thans voor de liefdadige feesten geen andere formaliteiten te vervullen dan het kwijten der belasting.

Iedereen heeft het recht een liefdadig feest in te richten en uit dien hoofde ten verschillenden titel geldsommen te ontvangen : inkomgeld, verkoop van voorwerpen, programmaverkoop, enz. Behalve hetgeen in verband met de aangehaalde bepaling, die enkel van fiscaal aard is, voorzien werd, is men aan geen enkele autoriteit rekenschap verschuldigd.

Men mag dan ook zeggen dat er in dezen volstrekt geen nazicht wordt uitgeoefend : geen enkele macht heeft in opdracht te onderzoeken of de gelden, die het publiek alleen gestort heeft om gebruikt te worden ter leniging van een bepaalde ellende of van een bepaalden tegenspoed, wel tot dit liefdadig doel worden aangewend.

Een dergelijke toestand moet tot misbruiken leiden. Reeds vóór den oorlog werd door de liefdadigheidswerken op de ernstige bezwaren ervan gewezen ; doch vooral de oorlogswerken vestigden in het bijzonder de aandacht op die misbruiken waaronder zij hadden te lijden door het optreden van alleenstaande particulieren of van partierlieren die zich voor de gelegenheid vereenigen ten einde een beroep te doen op de edelmoedigheid van het publiek.

Het nationale werk voor oorlogswerken, inzonderheid, vraagt — zooals nadere bijzonderheden het verder zullen aantoonen — dat krachtdadige maatregelen zouden getroffen worden.

Wat is thans vaak het geval ?

Eene of andere groep kondigt een feest aan ten bate van slachtoffers van den oorlog : gehoor gevend aan het gevoel van medelijden dat het lot dezer ongelukkigen verwekt, toont het publiek zich edelmoedig ; na afloop van het feest wordt de rekening der onkosten opgemaakt en blijft er ter nauwernood een derde der ontvangen gelden voor het werk over.

Dit kan enkel uitbuiting der liefdadigheid heeten.

Hier worden natuurlijk niet de feesten bedoeld, die door degelijke werken worden ingericht. De personen, die aan 't hoofd staan van dergelijke werken, bekommeren zich vooraf om al de bijzonderheden der inrichting ; zij maken vooraf zorgvuldig de balans op der ontvangsten en der uitgaven ; daar het in de eerste plaats hun doel is geldmiddelen in te zamelen voor hunne beschermelingen, zorgen zij ervoor dat de door hen ontvangen geldsommen hare ware bestemming krijgen ; deze komen dan ook ten bate van het werk ; zij worden door geen dure inrichtingskosten opgeslorpt.

De bepalingen van het ontwerp, dat ik de eer heb u ter goedkeuring voor te leggen, zijn niet hinderlijk voor degelijke werken.

De door het ontwerp toegelaten nazichtmaatregelen beletten alleen het inrichten van kunst- en andere feesten, waarvan het welslagen twijfelachtig is en die als eene liefdadige onderneming worden voorgesteld, alleen met het doel om de ontvangst te verzekeren en aan het werk, tot welks voor-

deel het feest wordt ingericht, een minimum-aandeel in de te ontvangen gelden te waarborgen.

In vergadering van 5 Maart 1920 drukte de raad tot beheer van het Nationale Werk voor Oorlogsweezen den wensch uit, dat de Regeering aan de Kamers zou voorstellen maatregelen te treffen om te beletten dat, onder het voorwendsel van feesten, de liefdadigheid nog verder uitgebuit worde. In het schrijven, waarbij mij die wensch werd overgemaakt, herinnert de beheerraad van het werk in de eerste plaats aan den ministerieelen omzendbrief van November 1919, waarbij den gouverneurs der provincies verzocht werd er bij de burgemeesters der steden en gemeenten van hun gebied op aan te dringen, dat de opbrengst van de ten bate der oorlogsweezen ingerichte feesten aan het Nationale werk zou overhandigd worden.

Nochtans, — zegt verder de beheerraad — bewijzen verschillende documenten dat, ondanks die tusschenkomst, zekere ten bate der oorlogsweezen ingezamelde gelden niet aan dit werk werden overgemaakt. Ook werd door derden verklaard dat; naár aanleiding van feesten zonder de medewerking van het Nationaal werk ingericht ten bate zijner beschermelingen, het grootste deel van de winst, zooniet de gansche winst, in beslag genomen werd door de bijkomende en vaak overbodige onkosten (1).

(1) Het werk haalt twee voorbeelden aan : een in Maart 1920 te Sint-Joost-ten-Oode ingerichte feest brengt in 't geheel fr. 1,924.20 op; de kosten bedragen fr. 1,544.12 : er blijft dus ternauwernood 1/3 der opbrengst ten bate van het werk over.

In Mei 1920 heeft te Halle een feest plaats ten bate der oorlogsweezen : de ontvangsten beloopten 1,247 frank terwijl de onkosten 784 frank bedragen, het is te zeggen 62.87 t. h. der opbrengst.

Ziehier trouwens den omstandigen staat der ontvangsten en uitgaven : het is een te kenschetsend document om het niet over te drukken.

Ontvangsten :

Verkoop der kaarten.	fr.	845
Verkoop van taarten, suikergoed, programma's		402
Te zamen.	fr.	1,247

Af te trekken : Algemeene onkosten.

Huur der zaal	fr.	105
Orkest		65
Cachet		50
Danskaarten en dansorde.		86
Grimeerkosten.		20
Auteursrechten		20
Zaaldienst		7.50
Avondmaal der artiesten		60
Rijtuigen.		60
Pralines		120
Gebakjes.		105
Slagerswaren		24
Zakjes		4
Dranken (bediening)		20
Reiskosten		22 50
Te zamen.	fr.	784
	fr.	1,247
		784
Winst.	fr.	463

Terecht wordt opgemerkt dat zulk een uitslag volkomen in strijd is met de bedoeling van het publiek, dat dergelijke ondernemingen mild steunt wegens de belangstelling alleen, die het in de oorlogsweezen stelt. Bovendien bestaat er geen enkele waarborg voor de wijze waarop derden, die vaak aan elke doeltreffende controle ontsnappen, de ontvangen gelden verdeelen.

Een der leden van den beheerraad heeft de aandacht gevestigd op het feit dat het gemeentebestuur van Brussel gedurende den oorlog nauwkeurig toezicht hield op de liefdadige feesten; het is op voorstel van dit lid, dat de raad den wensch heeft uitgedrukt de Regeering een wetsvoorstel te zien indienen, ten einde aan de feesten en ondernemingen die met een liefdadig doel worden ingericht, namelijk ten bate der oorlogsweezen, de opbrengst te verzekeren die men er van verwachten mag, zonder dat echter de autoriteit, die met het toezicht is belast, zich met de inrichting hebbe te bemoeien.

De door het nationale werk voor oorlogsweezen geuite bedenkingen gelden voor alle liefdadige ondernemingen in het algemeen; het is om aan de ongelukkigen van allen aard het voordeel te verzekeren der feesten die te hunnen bate worden ingericht, dat er, aangezien dezelfde redenen voor allen pleiten, maatregelen dienen genomen: het wetsontwerp geldt dus voor alle publieke vertooningen en feesten met een liefdadig doel.

Het voorstel is eenvoudig opgevat: naar luid van artikel 1 moet van alle geldinzamelingen, liefdadige verkooping en op den openbaren weg en in openbare lokalen, tooneel- en bioscoopvoorstellingen, concerten, dansfeesten, wedstrijden, fooren, kermissen, in één woord van welkdanige vertooningen en feesten ook, die met een liefdadig doel voor het publiek worden ingericht, bij het college van burgemeester en schepenen vooraf aangifte worden gedaan.

Van den inrichter wordt eigenlijk niets anders gevraagd dan dat bij het college van burgemeester en schepenen dezelfde aangifte zou doen, welke hij, zooals wij hooger hebben gezien, verplicht is den ontvanger der belastingen te doen toekomen, ten einde kwijtschelding of vermindering der fiscale taxe te bekomen.

Wanneer het eenmaal verwittigd is, kan het college van burgemeester en schepenen het bij artikel 2 voorziene toezicht uitoefenen of, beter gezegd, nagaan of de bepalingen die het in 't algemeen, krachtens dit artikel, heeft voorgeschreven, nageleefd worden.

Onverminderd de rechten, die de bestaande wetten reeds aan de gemeenteoverheid toekennen, geeft deze bepaling aan het college van burgemeester en schepenen het recht om controlemaatregelen voor te schrijven, ten einde degenen, te wier bate het feest is ingericht, een redelijk voordeel te waarborgen en te voorkomen dat de ontvangen gelden verspild en tot een ander doel bestemd worden.

Om elke dubbelzinnigheid te vermijden, bepaalt de tweede paragraaf van het artikel, dat de toezichtsmaatregelen geen andere strekking mogen hebben.

De maatregelen, welke het college de bevoegdheid heeft te treffen, bestaan

b. v. hierin, dat het een borggeld kan eischen, — laten wij zeggen van 100 frank — als waarborg voor eene minimum-opbrengst, welke waarborg voorgoed eigendom blijft van het werk te welks bate het feest wordt ingericht; dat het kan voorschrijven dat alle toegangskaarten, biljetten, programma's en andere voor den verkoop bestemde voorwerpen, vóórdat zij in omloop worden gebracht, bij den bevoegden gemeentedienst moeten ingeleverd worden om, bij wijze van contrôle, te worden afgestempeld.

Wat in 't bijzonder de geldinzamelingen betreft, het reglement zou voorschrijven dat zij slechts mogen geschieden door middel van door het gemeentebestuur verzegelde bussen; dit zou evenzeer gelden voor bussen die bestendig in tooneelzalen en andere openbare lokalen zijn geplaatst. De ontzegeling der bussen zou geschieden door den gemeentedienst der geldinzamelingen, die zich van het bedrag van den inhoud zou vergewissen.

Andere maatregelen zouden nog kunnen genomen worden, b. v. : Het gezamenlijk bedrag der inrichtingskosten van het feest zou niet meer dan laten wij zeggen 50 p. c. der bruto-ontvangst mogen beloopen; opdat de inrichters deze bepaling naleven, zou het college kunnen eischen dat het bestek der voorgenomen kosten overgelegd worde.

Binnen 15 dagen na het feest, zouden de inrichters een omstandige balans der ontvangsten en uitgaven moeten overleggen.

Alle uitgaven zouden moeten gestaafd zijn door bewijsstukken zooals rekeningen, kwijtbrieven, enz. Kaarten, biljetten of programma's, die dan niet weder zouden worden voorgelegd, zouden als verkocht worden beschouwd en hunne waarde zou bij de ontvangsten worden geboekt. De balansrekening zou worden onderzocht door den bevoegden gemeentedienst die een proces-verbaal van nazicht zou opmaken.

Het college van Burgemeester en Schepenen zal ook een afgevaardigde kunnen zenden naar de lokalen waar een feest plaats heeft. De tegenwoordigheid van dergelijken persoon is een degelijk en doeltreffend middel om nazicht uit te oefenen.

De afgevaardigde moet ter plaatse kunnen nagaan of er geene kaarten in omloop werden gebracht die niet den officieelen stempel dragen, of de in de begrooting voorziene uitgaven werkelijk werden besteed voor aankoop van materiaal, betaling van honoraria aan bekende kunstenaars en het orkest, kosten van bloemen die den kunstenaars worden aangeboden, enz.; of er geene geldinzamelingen geschieden, of er geene programma's, bloemen of andere voorwerpen worden verkocht ten bate van het werk.

In dit laatste geval is het volstrekt noodig dat een afgevaardigde aanwezig zij, om op staanden voet het bedrag der ontvangst te kunnen nagaan.

Het feit dat een afgevaardigde der gemeente tegenwoordig zal zijn in de lokalen waar het feest plaats heeft, beteekent geenszins eene inmenging in de werking der inrichting zelve.

De taak van den afgevaardigde is inderdaad van passieven aard. Hij ziet enkel na of de inrichters de door hen aangegane verbintenissen en de bepalingen van het gemeentereglement nakomen.

De verschillende opgesomde voorschriften kwamen voor in het hooger-

bedoeld reglement der stad Brussel, waarbij namelijk de tusschenkomst van een afgevaardigde was voorzien.

Deze tusschenkomst, — evenmin trouwens als de toepassing der andere bepalingen, — heeft nooit aanleiding gegeven tot eenig bezwaar vanwege de betrokken werken; integendeel, de oudere liefdadige werken zijn ten zeerste ingenomen met wat zij als eene medewerking der gemeenteoverheid aanzien : deze geeft aan de eersten als het ware een officieel karakter.

Een artikel van het reglement der stad Brussel gaf aan de openbare macht ook het recht een deel der opbrengst van ambtswege toe te kennen aan bepaalde werken, en wel, in dit geval, aan werken tot voedselvoorziening. Dergelijke maatregel, die slechts in verband met de tijdsomstandigheden werd getroffen, kan niet worden gerangschikt onder de maatregelen, welke ten doel hebben een behoorlijke opbrengst te waarborgen aan degenen om wier belangen het gaat en te voorkomen dat de ontvangen gelden verkwest of tot een ander doel aangewend worden.

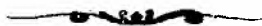
Door de termen zelf van artikel 2 van het ontwerp wordt deze maatregel uitgesloten.

Het ontwerp bevat geene enkele hinderlijke bepaling, noch laat het treffen van dergelijke maatregelen toe : op die wijze is de zelfstandigheid, die de werken behoeven om zich te kunnen ontwikkelen, gewaarborgd.

De toepassing ervan kan alleen een gunstigen uitslag opleveren, en met name een einde stellen aan betreurenswaardige misbruiken gepleegd ten nadeele van ongelukkigen. De aanneming bij hoogdringendheid van het ontwerp pleit dan ook voor zichzelf.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.



PROJET DE LOI

concernant les manifestations
de charité.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Notre Ministre de la Justice :

ARTICLE PREMIER.

Les collectes et ventes de charité sur la voie publique et dans les lieux publics, les représentations théâtrales et cinématographiques, les concerts, bals, concours, foires, kermesses, et, en général, tous spectacles et fêtes quelconques offerts au public et ayant un but charitable, devront faire l'objet d'une déclaration préalable au collège des bourgmestre et échevins.

ART. 2.

Sans préjudice des droits attribués à l'autorité communale par les lois existantes, le collège des bourgmestre

WETSONTWERP

betreffende de uitingen
van liefdadigheid.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Van de geldinzamelingen en liefdadige verkooping en op den openbaren weg en in openbare lokalen, van de tooneel- en bioscoopvoorstellingen, concerten, dansfeesten, wedstrijden, fooren, kermessen en, over het algemeen, van welkdanige feesten en vertooningen ook, die het publiek worden aangeboden en met een liefdadig doel worden ingericht, moet vooraf bij het college van burgemeester en schepenen aangifte worden gedaan.

ART. 2.

Onverminderd de door de bestaande wetten aan de gemeenteverheid toegekende rechten, is het college van

et échevins aura la faculté d'imposer des mesures de contrôle.

Celles-ci ne pourront avoir d'autre but que de garantir aux bénéficiaires de l'entreprise un avantage raisonnable et de prévenir la dilapidation et le détournement des fonds recueillis.

ART. 3.

L'omission de la déclaration prescrite par l'article premier et l'inexécution des mesures imposées en vertu de l'article 2 seront punies d'un emprisonnement d'un à sept jours et d'une amende de 1 à 26 francs ou d'une de ces deux peines seulement.

Donné à Laeken, le 14 juillet 1920.

burgemeester en schepenen bevoegd om controle maatregelen voor te schrijven.

Deze mogen er alleen toe strekken, aan degenen, te wier bate de zaak wordt ingericht, een redelijk voordeel te waarborgen en te voorkomen dat de ontvangen gelden verkwist of tot een andere bestemming worden aangewend.

ART. 3.

Verzuim van de bij het eerste artikel voorgeschreven aangifte alsook niet-uitvoering van de krachtens artikel 2 opgelegde maatregelen, wordt gestraft met gevangenisstraf van één tot zeven dagen en met geldboete van 1 tot 26 frank of slechts met één dezer straffen.

Gegeven te Laken, den 14 Juli 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

